



Mission possible

Le plan d'action climatique du Parti vert



Mission possible

Le plan d'action climatique du Parti vert

Introduction

Les organisations de la société civile canadienne se rallient au projet de créer notre propre version du Green New Deal proposé par les démocrates aux États-Unis. Elles nomment ce plan le New Deal vert.

Les Verts du Canada saluent leur engagement et leur enthousiasme, et appuient entièrement leurs demandes en faveur d'une action décisive face à l'urgence climatique, principalement parce que nous défendons exactement la même chose depuis longtemps.

Le Green New Deal a créé un moment d'espoir. Nous devons maintenant saisir ce moment et faire cause commune avec la société civile canadienne et les nombreuses ONG qui confrontent les partis politiques afin d'établir un Green New Deal canadien. Nous devons réagir et soutenir les jeunes de plus de 50 pays qui ont élaboré la People's Platform.

Le plan que nous lançons aujourd'hui se nomme Mission possible : le plan d'action climatique du Parti vert.

De Vision verte à Mission possible

Le document servant d'assise aux politiques du Parti vert du Canada, Vision verte, définit une vision du Canada reposant sur six valeurs fondamentales :

- La justice sociale
- La sagesse écologique
- Le respect de la diversité
- La démocratie participative
- La paix et la non-violence
- Le développement durable

En synthétisant ces fondements pour lancer un appel à l'action, nous avons créé **Mission possible : le plan d'action climatique du Parti vert.**

Nous promettons à tous les Canadiens que dans notre plateforme électorale pour les élections de 2019, nous irons aussi loin et même plus loin que le Green New Deal des démocrates américains et le New Deal vert du Conseil des Canadiens. Nous demandons aussi à nos alliés au Canada d'adopter une position semblable.

Même si elle comportera des mesures très ambitieuses, notre plateforme détaillée sera entièrement chiffrée et démontrera une plus grande responsabilité financière que celle des autres partis. Au cours des prochaines semaines, nous soumettrons la totalité de notre plateforme et de notre budget au directeur parlementaire du budget pour qu'il procède à un examen neutre des coûts qui y sont indiqués.

Mission possible : de quoi s'agit-il?

Mission possible tient moins du New Deal original, le programme colossal de travaux publics de Franklin D. Roosevelt qui visait à sortir l'Amérique de la pauvreté après la Grande Dépression, que de la courageuse campagne de Winston Churchill pour vaincre le fascisme durant la Deuxième Guerre mondiale. Notre plan vise ni plus ni moins à mettre le Canada sur un pied de guerre pour assurer la sécurité de notre économie, de nos enfants et de leurs enfants – en somme, de notre avenir.

Tous les Canadiens seront appelés à faire leur part.

Le plan intègre tout ce qui est essentiel à la justice économique, à une transition équitable et à du travail significatif pour tous, tout en respectant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Il reconnaît que la sécurité climatique implique nécessairement l'atteinte de l'égalité sociale.

Il permet également de réaliser l'engagement du gouvernement du Canada d'atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies d'ici 2030.

Un plan d'action climatique en 20 étapes

Nous devons, en tant que communauté de nations, nous assurer que la hausse moyenne des températures ne dépasse pas 1,5 °C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle. Le rapport émis le 8 octobre 2018 par le Panel intergouvernemental sur les changements climatiques de l'ONU a clairement établi qu'une hausse de 2 °C serait potentiellement catastrophique. Une hausse moyenne s'approchant de 2 degrés nous ferait basculer vers un réchauffement planétaire irréversible – une spirale ascendante se nourrissant elle-même et menant à l'apparition d'une biosphère inhospitalière et à l'extinction potentielle de la plupart des espèces vivantes sur Terre, y compris nous. L'objectif de limiter cette hausse à 1,5 degré n'est pas négociable. C'est une question de vie ou de mort.

Mais il y a quand même de bonnes nouvelles.

1. Le GIEC a déterminé qu'en y consacrant des efforts considérables, on peut limiter l'augmentation à 1,5 degré.
2. La seule chose qui peut empêcher l'humanité d'atteindre cet objectif est le manque de courage politique.
3. Un cadre légal a déjà été négocié pour permettre à 190 pays de travailler ensemble sur cette question.

L'Accord de Paris – qui a été ratifié par le Canada et la plupart des autres pays du monde – stipule que la hausse moyenne des températures mondiales devra être limitée à 1,5 °C.

La crise actuelle d'extinction des espèces est largement due aux changements causés par le réchauffement planétaire. Cela dit, il faut aussi protéger les espèces menacées directement par

l'activité humaine. Il faut modifier nos méthodes de coupe, protéger les zones marines et planifier plus efficacement le rétablissement des espèces.

Mission possible : la contribution du Canada

Même si le Canada affiche actuellement l'un des pires bilans au monde en matière de réduction des gaz à effet de serre (GES), nous pouvons encore nous imposer comme les leaders mondiaux que nous sommes censés être. Nous pouvons fournir un exemple au reste du monde : un pays assujéti aux combustibles fossiles qui planifie la fin de cette dépendance et y parvient avec succès. Ce faisant, nous pourrions alors exercer notre leadership et faire pression sur d'autres pays pour qu'ils en fassent davantage.

Si nous parvenons à faire élire suffisamment de députés pour former le gouvernement ou tout au moins avoir de l'influence dans un Parlement minoritaire, le Parti vert s'efforcera de prendre les mesures suivantes :

1. Déclarer une situation d'urgence climatique

Tous les ordres de gouvernement du pays doivent accepter l'idée que l'urgence climatique n'est pas qu'un problème environnemental. Il s'agit de la plus grande menace que notre monde ait connue.

2. Établir un cabinet restreint représenté par tous les partis

En s'inspirant des cabinets de guerre de Mackenzie King et de Winston Churchill, les partis travailleront ensemble pour s'assurer que la question du climat ne soit plus traitée comme un sujet de controverse politique. Nous avons besoin des efforts de tous.

3. Définir des cibles plus exigeantes

Fixer une nouvelle cible et la consigner comme la contribution déterminée au niveau national du Canada pour la Convention cadre sur le changement climatique de l'ONU : 60 % de réduction des GES par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030; zéro émission d'ici 2050.

4. Exercer du leadership

Participer à la prochaine ronde de négociations climatiques, au Chili, cette année, et faire pression sur les autres pays pour qu'ils augmentent également leurs efforts.

5. Respecter les données scientifiques

Rétablir le financement de la recherche en matière de climat au sein du gouvernement du Canada et dans le réseau des universités qui recevaient du soutien avant 2011.

6. Maintenir un régime de prix du carbone

Nous parviendrons à la neutralité des revenus au moyen d'une taxe sur le carbone et d'une « rente carbone » et nous éliminerons toutes les subventions à l'industrie des combustibles fossiles.

7. Interdire la fracturation

Pas d'exceptions. Pas d'exceptions. Cette pratique détruit les écosystèmes, contamine les sols et les eaux de surface et souterraines, menace notre santé et constitue une source majeure de GES.

8. Rendre le réseau électrique plus écologique

D'ici 2030, éliminer toute production d'électricité provenant de combustibles fossiles au sein de notre réseau de distribution électrique est-ouest.

9. Moderniser le réseau électrique

D'ici 2030, restructurer et moderniser le réseau de distribution électrique est-ouest pour s'assurer que de l'énergie renouvelable soit transmise d'une province à l'autre.

10. Se brancher aux véhicules électriques

D'ici 2030, s'assurer que tous les nouveaux véhicules seront alimentés à l'électricité. D'ici 2040, remplacer tous les véhicules à moteur à combustion interne par des véhicules électriques, après avoir travaillé avec des fabricants pour mettre au point des VE pouvant convenir aux Canadiens vivant dans les régions rurales. Mettre en place un système pancanadien de chargement des véhicules électriques, permettant ainsi aux automobilistes de rouler allègrement de St. John's (T.-N.-L.) à Prince Rupert (C.-B.).

11. Remettre le Canada sur la bonne voie

Moderniser Via Rail, élargir le service ferroviaire et assurer des correspondances intermodales à travers le Canada, notamment entre des trains légers et des autobus électriques, afin que tous les Canadiens et particulièrement ceux des régions rurales et éloignées disposent d'un service de transport collectif efficace, abordable et sûr.

12. Élaborer une stratégie nationale d'amélioration écoénergétique des bâtiments

Créer des millions de nouveaux emplois bien rémunérés dans le secteur des métiers en procédant à l'amélioration écoénergétique de tous les bâtiments au Canada – résidentiels, commerciaux et institutionnels – afin d'atteindre la carboneutralité d'ici 2030.

13. Cesser les importations de pétrole

Mettre fin à toute importation de pétrole étranger. Alors que chutera fortement la consommation des combustibles fossiles, nous n'utiliserons que ceux produits au Canada et nous autoriserons les investissements dans des usines de traitement pour transformer le bitume solide en essence, diésel, propane et d'autres produits pour le marché canadien, procurant ainsi des emplois en Alberta. D'ici 2050, destiner tout le bitume canadien à servir de matière première pour l'industrie pétrochimique et non comme combustible.

14. Passer au biodiésel

Promouvoir le développement d'installations de production locale, à petite échelle, de biodiésel fabriqué principalement à partir des huiles végétales usées provenant de la restauration. Rendre obligatoire la conversion au biodiésel de l'équipement des secteurs de l'agriculture, des pêches et de l'industrie forestière..

15. Créer de nouveaux partenariats pour les énergies renouvelables

Établir des partenariats avec les peuples autochtones en leur procurant des occasions de développement économique grâce à la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable. Mettre à contribution la chaleur géothermique de puits de pétrole profonds abandonnés, lorsque c'est possible, en offrant aux travailleurs qui les ont forés de gérer la production d'énergie renouvelable.

16. Demander à tous les Canadiens de contribuer

Mobiliser chaque municipalité et chaque organisation, ainsi que chaque établissement scolaire, pour les amener à contribuer en plantant des arbres, en installant des panneaux solaires et des thermopompes, et en participant à l'amélioration écoénergétique de leurs bâtiments afin de maximiser le rendement énergétique.

17. Faire de l'adaptation une priorité

Investir massivement dans des mesures d'adaptation pour protéger les secteurs canadiens de l'agriculture, des pêches et de l'industrie forestière, notamment, des effets dévastateurs des changements climatiques. Revoir tous les investissements dans les infrastructures en tenant compte de l'adaptation aux changements climatiques. Cartographier les plaines inondables, les corridors propices au passage des tornades et d'autres zones de vulnérabilité naturelle pour adapter les plans d'utilisation des terres en conséquence.

18. Changer de types d'avions

Annuler l'achat des F-35 et acquérir davantage de bombardiers à eau pour protéger les collectivités des incendies de forêt. Faire intervenir l'armée dans des zones contenant des arbres morts sur pied pour établir des coupe-feux et prévenir ainsi la perte de vie potentielle liée à de futurs incendies.

19. Restreindre les autres sources d'émissions de GES

S'attaquer aux émissions produites par des activités non touchées par l'Accord de Paris comme le transport international, l'aviation et les opérations militaires.

20. Rétablir les puits de carbone

Lancer un effort à l'échelle mondiale pour rétablir les puits de carbone en mettant l'accent sur une régénération des forêts de la planète, en particulier des mangroves, aussi rapide que possible.

En plus de cela, un gouvernement vert renforcera notre filet de sécurité sociale en instaurant un régime universel d'assurance médicaments et un revenu minimum) garanti d'ici 2030. Nous allons rétablir l'équité dans le régime fiscal, soutenir les petites entreprises et nous attaquer à la crise nationale d'abordabilité du logement.

Nous allons également établir des relations constructives de nation à nation avec les peuples autochtones et nous assurer que tous les ordres de gouvernement – fédéral, provincial et territorial, municipal et autochtone (des Premières Nations, des Métis et des Inuits) – participent à la définition d'objectifs nationaux ambitieux.

Mission: Possible

Il est possible de bâtir une société équitable.

Il est possible d'effectuer une transition en procurant des emplois bien rémunérés de la nouvelle économie verte à des travailleurs polyvalents.

Il est possible de sceller une réconciliation avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits et de s'assurer qu'ils obtiennent justice.

Il est possible de faire cesser l'utilisation des combustibles fossiles et de protéger toutes les formes de vie sur Terre de la folie et de la cupidité humaines.

Si seulement on pouvait compter sur les vieux partis qui dominent la politique canadienne depuis si longtemps pour réaliser tout cela. Mais on ne voit aucun signe à l'horizon montrant que les libéraux, les conservateurs ou les néo-démocrates ressentent l'urgence d'agir pour éviter un dérèglement climatique.

Malgré cela, nous voulons travailler avec eux. Nous devons travailler avec eux.

En effet, nous avons besoin des efforts de tous. Ensemble, nous pouvons le faire.